

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Concertation politique : Ali Bongo Ondimba fixe le cap

LE chef de l'État a ouvert, hier, au palais de la présidence de la République, les assises de la concertation de la classe politique gabonaise. S'il s'est montré soucieux de l'avancement de la démocratie gabonaise, il a considéré que les discussions devraient exclusivement porter sur les questions électorales en rapport avec les trois scrutins à venir.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LA classe politique gabonaise, au complet, a pris part hier en milieu de matinée autour d'Ali Bongo Ondimba à l'ouverture officielle de la concertation politique au palais de la présidence de la République. En cette circonstance, le numéro un gabonais a rappelé que la tenue de ces retrouvailles est la résultante de l'appel lancé par les populations qui n'ont de cesse, face aux difficultés quotidiennes d'appeler les acteurs politiques à se parler pour l'amour de la Nation. Afin de garantir des lendemains électoraux apaisés. En présence des représentants des partis politiques tant de l'Opposition et de la Majorité, le président de la République

s'est prononcé en faveur de la réduction de la durée des mandats électifs qui passeraient tous à cinq ans. Ainsi, au lieu de sept ans, le mandat présidentiel passe au quinquennat à l'image de celui des députés et des élus locaux. "Le président de la République, le député, le sénateur, l'élu local auront tous désormais un mandat de cinq ans", a déclaré Ali Bongo Ondimba. Non sans préciser que dans cette harmonisation, ce choix du quinquennat est dicté par l'obligation d'efficacité politique. L'objectif étant d'apporter une touche de modernité dans notre espace démocratique.

Tout comme, le chef de l'État a indiqué que ces discussions qui prendront fin le 23 février prochain, tout en renforçant les avancées de la démocratie

gabonaise, devront être au cœur d'une certaine amélioration du processus électoral dans notre pays. Pour ainsi dire, les objectifs ont été clairement déclinés : le renforcement de la démocratie et les élections aux lendemains sans violence, "afin que la paix et la concorde, sans lesquelles aucun développement n'est possible, continuent de régner." Abordant les élections, il a mis en avant la mobilisation répétée des ressources humaines, ainsi que les coûts engendrés pour chaque scrutin et indique que ceux-ci ralentissent, selon lui, le fonctionnement de l'État non sans avoir une incidence dans le quotidien des populations. "Il en découle alors comme une nécessité (...) de mettre en œuvre des mécanismes moins dispendieux", a-t-il souligné.



Photo: DR

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et les acteurs politiques

C'est dire que plus de 100 milliards de francs pour l'organisation des élections générales (présidentielle, législatives et locales) alors que la résolution des préoccupations sociales est au cœur de l'action gouvernementale, l'heure est donc à la révision de

l'ardoise.

Ali Bongo Ondimba a appelé au dépassement des clivages et des ego susceptibles de nuire à la dynamique d'unité établie au Gabon. Ces retrouvailles "témoignent de ce bel engagement, à préserver l'intérêt supérieur de notre pays et de sa population",

Une concertation à venir sur les questions économiques et sociales

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DANS les jours à venir, notre pays organisera une concertation sur les questions économiques et sociales. C'est ce qu'a clairement indiqué le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, hier au palais de la présidence de la République à l'ouverture de la concertation politique. Des prochaines assises auxquelles devront prendre part toutes les forces vives de la

Nation. Ce qui "permettra à chacune et à chacun de s'exprimer, d'être écouté, d'être entendu", a précisé le numéro un gabonais. Ce faisant, le chef de l'État prouve à suffisance, une fois de plus, qu'il est bel et bien en phase avec son opinion publique. D'autant plus que depuis plusieurs semaines, une de ces composantes, des acteurs de la société civile, notamment, ont dénoncé leur non-participation à la concertation politique.

À travers l'organisation de cette rencontre à venir, l'occasion leur

sera ainsi donnée d'apporter leurs observations et propositions sur un certain nombre de problématiques touchant au quotidien des populations. Entre autres : la vie chère, le chômage des jeunes, le conflit homme-faune, les violences en milieu scolaire, l'insécurité, la parafiscalité, l'environnement des affaires, l'éducation, la santé, le système de sécurité sociale, les retraites, etc. Autant de questions sur lesquelles la société civile n'hésite pas, très souvent, à tirer à boulets rouges sur le

gouvernement.

C'est dire que cette future concertation est importante à plus d'un titre. Tant les préoccupations sociales des populations sont pressantes et nombreuses. Et celles-ci ne peuvent être reléguées au second plan. En tout état de cause, a indiqué Ali Bongo Ondimba, cette rencontre "sera une occasion unique de faire respirer notre démocratie. De la revitaliser. En faisant preuve de sincérité. En étant constructifs. En faisant valoir ses convictions et ses

propositions. Sans invective, ni outrance."

Une occasion qui, selon de nombreux observateurs, pourrait poser les jalons du "nouveau modèle gabonais" à travers lequel le gouvernement, les syndicats, le patronat, les confessions religieuses et autres associations pourront débattre, autant que souvent, des problèmes économiques et sociaux. Un modèle inclusif, sous-tendu par l'amélioration des conditions de vie des populations.



Photo: DR